Relative à un versement de fonds à la Trésorerie nationale par la caisse de l'Extraordinaire.

Du 5 Septembre 1792, l'an 4°. de la Liberté.

'Assemblée Nationale, après avoir entendu le rapport de son comité de l'ordinaire des sinances, qui lui a présenté le tableau des recettes & des dépenses, tant ordinaires qu'extraordinaires faites par la trésorerie nationale dans le courant du mois d'août dernier, & duquel il résulte que les dépenses ordinaires ont excédé les recettes d'une somme de quatorze millions huit cent quatre-vingt-dix-neus mille sept cent trente-deux livres, & que les dépenses extraordinaires des exercices 1791 & 1792, acquittées pendant le même mois, se sont portées à la somme de cent un millions deux cent cinquante-un mille cinq cent deux livres; considérant que le service du trésor national exige le plus prompt remplacement de ces sommes, décrète qu'il y a urgence.

L'Assemblée Nationale, après avoir décrété l'ur-

gence, décrète ce qui suit :

La caisse de l'extraordinaire versera sans délai à la trésorerie nationale, 1° la somme de quatorze millions huit cent quatre-vingt dix-neuf mille sept cent trente-deux livres, pour remplir la différence qui s'est trouvée

en moins, entre les tecettes & les dépenses ordinaires du mois d'août dernier; 2°. la somme de deux millions trois cent dix-sept mille trois cent une livres pour dépenses extraordinaires de l'exercice de 1791, acquittées durant le cours du même mois; 3°. & celle de quatre-vingt-dix-huit millions neus cent trente-quatre mille deux cent une livres pour dépenses extraordinaires de l'exercice de 1792, aussi acquittées pendant le même mois.

AU NOM DE LA NATION, le Conseil exécutif provisoire mande & ordonne à tous les Corps administratifs & Tribunaux, que les présentes ils fassent consigner dans leurs registres, lire, publier & afficher dans leurs départemens & ressorts respectifs, & exécuter comme loi. En foi de quoi nous avons signé ces présentes, auxquelles nous avons sait apposer le sceau de l'Etat. A Paris, le cinquième jour du mois de septembre mil sept cent quatre-vingt-douze, l'an quatrième de la Liberté. Signé CLAVIERE. Contresigné DANTON. Et scellées du sceau de l'Etat.

Syndic, a été consignée dans les registres de l'Administration du Département de l'Yonne, & il a été arrêté que copies certifiées en seront envoyées aux Districts du ressort, pour être pareillement consignées dans leurs registres; comme aussi qu'elle sera imprimée, publiée, affichée & envoyée par eux aux Municipalités de leurs arrondissements, en placards & in-4°, pour être les in-4°, certifiés conformes, rassemblés en sorme de registres, & les placards publiés & affichés. Fau à Auxerre, le 22 septembre 1792, l'an premier de la République Françoise. Signé FOACIER, Secrétaire général.

Certifié conforme à la copie cértifiée adressée par l'Administration du Département. Fait au Secrétariat du District de le 179

A AUXERRE, de l'Imprimerie de L. Fournier, Imprimeur du Département de l'Yonne.

